

L'indemnisation demandée à Meliá est fermement rejetée



Par Roberto Morejón

Le jugement retentissant en faveur de la chaîne Meliá Hotels International dans un procès intenté en Espagne pour sa gestion d'hôtels à Cuba, porte un coup significatif au blocus américain, dans lequel l'administration de Joseph Biden persiste.

L'audience à Palma de Majorque a répondu à un procès intenté par la famille Sánchez Hill, d'origine cubaine, au sujet de la mission de Meliá dans deux hôtels de l'île la plus grande des Antilles.

Le tribunal a nié que la prestigieuse chaîne espagnole ait utilisé illégalement des biens définis dans la loi Helms-Burton et prétendument confisqués.

Ces arguments ont été rejetés pour la deuxième fois, puisqu'ils avaient déjà reçu la même réponse dans une autre instance, dans ce qui est réaffirmé comme une déclaration d'incompétence des tribunaux du pays ibérique pour connaître des procédures contre Meliá, la société cubaine Gaviota et l'État caribéen lui-même.

De cette manière, au moins en Espagne, l'opprobre loi Helms-Burton, réactivée par l'ancien président Donald Trump pour faire un cadeau à l'extrême droite des émigrés d'origine cubaine de Miami, a reçu un revers inattendu pour les plaignants.

Les fanatiques qui jubilent des pénuries de matériel dans la plus grande des Antilles en raison du blocus misaient sur une cascade de procès contre les investisseurs de l'archipel caribéen.

Le procès contre Meliá a duré cinq ans, avec l'appui de Washington, pour couper l'une des sources de devises de La Havane.

Ce n'est pas le seul outil utilisé contre l'industrie dite sans fumée au pays de José Martí.

Les autorités cubaines ont récemment dénoncé les pressions exercées sur les agences financières et touristiques, les compagnies aériennes et les fournisseurs pour entraver les progrès de la branche locale.

La puissance du Nord a interdit à ses citoyens de se rendre dans le pays voisin, a banni les bateaux de croisière et a manipulé l'octroi de visas ESTA aux Européens qui se rendaient dans la plus grande des Antilles.

Ce dernier point est une conséquence de l'autre facette du siège, l'inclusion de Cuba dans la liste unilatérale des pays qui, selon Washington, soutiennent le terrorisme.

Pour la même raison, il est difficile pour le gouvernement national d'accéder aux prêts bancaires, d'où les altérations dans les flux de paiements et d'encaissements entre les acteurs du secteur touristique.

Malgré cela, les chaînes hôtelières et les fournisseurs continuent de travailler avec Cuba, comme l'illustre Meliá, avec quatre ouvertures récentes et un programme de réforme ambitieux.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/354393-lindemnisation-demandee-a-melia-est-fermement-rejetee>



Radio Habana Cuba